

**LUTTER CONTRE LA MENACE CROISSANTE DE LA
RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS AU MOYEN D'UNE
SURVEILLANCE NATIONALE EFFICACE**

Soumis par : Prévention et contrôle des infections Canada

Le 3 août 2018

RECOMMANDATION

Prévention et contrôle des infections Canada recommande que le gouvernement fédéral accorde un financement de 12 millions de dollars en vue d'intégrer et d'étendre les systèmes canadiens de surveillance nationale de la résistance aux antimicrobiens au cours des cinq prochaines années.

CONTEXTE

Prévention et contrôle des infections Canada (PCI Canada) représente un réseau pancanadien de professionnels de la prévention des infections (PPI) qui sont à l'avant-garde d'une bataille perdue d'avance contre la résistance aux antimicrobiens (RAM). « La résistance survient lorsqu'un micro-organisme (bactérie, virus, champignon ou parasite) subit des modifications de telle sorte que les médicaments utilisés pour soigner l'infection qu'il provoque deviennent inefficaces¹. » La RAM a tué le nombre considérable de 700 000 personnes dans le monde en 2014, et on estime qu'elle pourrait tuer un nombre aussi important que 10 millions de personnes par an d'ici 2050². En tant que pays développé, notre système de soins de santé perfectionné offre de nombreux avantages, mais il élargit également l'exposition potentielle aux organismes résistants aux antibiotiques (ORA)³. Le Canada, tout particulièrement, pourrait être à haut risque pour les décès dus à la RAM du fait de notre population vieillissante⁴.

Il ne s'agit pas d'un destin inévitable. Les professionnels de la santé font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la propagation des ORA et la prolifération de la RAM au Canada, mais les systèmes en place pour les aider sont dépassés et manquent de financement. Notre système de soins de santé est un point d'honneur pour les Canadiens; cependant, l'importance des infections dues aux organismes résistants aux antibiotiques (ORA), ou superbactéries, marque de plus en plus la conscience du public.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont affirmé le rôle de chacun dans la gestion de notre système de soins de santé et son financement. Le problème des ORA dépasse les juridictions et constitue véritablement un problème mondial qui nécessitera une action nationale coordonnée afin de garantir aux Canadiens des soins de santé aussi sûrs que possible et les meilleurs résultats possibles. Un investissement dans la surveillance nationale permettant aux professionnels d'une ville, province ou territoire à l'autre de suivre la progression de la résistance et d'y remédier profiterait grandement au système de soins de santé du Canada ainsi qu'à son économie⁵ et à sa population.

« D'ici à 2050, le monde peut s'attendre à perdre entre 60 000 et 100 000 milliards de dollars en terme de production économique si aucune mesure n'est prise contre la résistance aux antibiotiques. »

[O'Neill, J. 2014]

Progrès à ce jour

Le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes (HESA) a entrepris une étude rigoureuse sur la question des ORA au Canada. PCI Canada était reconnaissant de figurer parmi les organisations nationales de pointe sélectionnées par HESA comme témoins experts.

¹ Organisation mondiale de la Santé, *Qu'est-ce que la résistance aux antimicrobiens?*, juillet 2017.

² J. O'Neill, « Antimicrobial Resistance: Tackling a crisis for the health and wealth of nations », *The Review on Antimicrobial Resistance. Review on Antimicrobial Resistance: Tackling drug-resistant infections globally*, 2014.

³ HESA, *Témoignage*, 7 novembre 2017, 1600 (Dr Neil Rau, spécialiste en maladies infectieuses et microbiologiste médical, Halton Healthcare :).

⁴ *Ibid.*

⁵ O'Neill, J. 2014.

Cette étude a apporté des recommandations exceptionnelles qui pourraient, si elles sont appliquées conjointement, avoir un effet extrêmement bénéfique sur la propagation de la RAM dans notre pays.

Le Comité a appris que les antimicrobiens sont des substances « naturelles, semi-synthétiques ou synthétiques, utilisées pour limiter la croissance de microorganismes tels que les bactéries, les virus, les champignons et les parasites qui peuvent causer des infections⁶ ».

En 2015, l'Agence de la santé publique du Canada a établi le *Plan d'action fédéral sur la résistance et le recours aux antimicrobiens*. Ce plan d'action a pour l'instant réussi à rassembler les partenaires et intervenants FPT pour l'élaboration du document *Lutter contre la résistance aux antimicrobiens et optimiser leur utilisation : Un cadre d'action pancanadien*. Les deux initiatives ont été bien accueillies par les professionnels de la prévention des infections mais ne constituent qu'un bon point de départ. Le gouvernement a également collaboré avec des partenaires internationaux, ayant notamment approuvé le Plan d'action mondial pour combattre la RAM de l'Organisation mondiale de la Santé en 2015, et en approuvant les déclarations des chefs d'État au G7 et au G20 appuyant une action contre la RAM.

Les changements attendus que nous reconnaissons, issus du rapport de 2017 du Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (SCSRA), comprennent la diminution au kilo de la distribution et la vente d'antimicrobiens destinés aux animaux, il en ressort également que nos taux de RAM sont similaires ou inférieurs aux taux rapportés par d'autres pays développés⁷.

Le même rapport souligne des faits très préoccupants, notamment qu'en 2016, les hôpitaux ont acheté un plus grand nombre de certains antimicrobiens considérés comme étant « de dernier recours » (p. ex. la daptomycine) que les années précédentes.

Pour les professionnels qui travaillent dans ce contexte, ces constatations sont très inquiétantes mais pas surprenantes. Alors que les facteurs qui causent la RAM et les usages qui contribuent à sa propagation sont bien connus, peu de mesures ont été prises pour accompagner le dialogue régulier et la planification du gouvernement. Le budget fédéral de 2019 constitue pour le gouvernement une importante occasion de fournir un appui essentiel à notre système de soins de santé qui sera payant à long terme, particulièrement avec le vieillissement de notre population qui va de pair avec la progression mondiale de la RAM et qui sera l'un des enjeux de santé publique les plus préoccupants.

⁶ Agence de la santé publique du Canada (ASPC), [Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens – Rapport de 2016](#), septembre 2016.

⁷ Agence de la santé publique du Canada (ASPC), [Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens – Rapport 2017](#), juillet 2018.

SURVEILLANCE

« *De nombreux témoins ont souligné qu'il fallait améliorer la surveillance et les données sur la RAM.* »

Étude sur l'état de la résistance aux antimicrobiens au Canada et recommandations connexes. Rapport du Comité permanent de la santé. Mai 2018.

Un système de surveillance national aidera les professionnels de la santé à lutter de façon proactive contre la RAM. Actuellement, il est de plus en plus difficile, même pour les professionnels hautement qualifiés, d'éviter ou de limiter la propagation de superbactéries avant leur incursion dans des lieux tels que les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée—des endroits où elles peuvent se propager rapidement. Les répercussions de la RAM sont très lourdes sur les systèmes de soins de santé partout au pays.

- On a estimé qu'une seule « superbactérie », le *Staphylococcus aureus* résistant à la méthicilline (SARM), **coûterait aux hôpitaux entre 42 et 59 millions de dollars par an.**
- On estime que les gens atteints de SARM ont **64 % plus de risques de mourir** que les gens atteints de la forme non résistante de l'infection.
- La résistance augmente le coût des soins de santé en raison des **séjours hospitaliers prolongés et des soins intensifs supplémentaires requis.**
- Certaines bactéries (p. ex. Les entérobactériacées productrices de la carbaoénèmase ou EPC) **sont devenues résistantes à presque tous, et dans certains cas à tous, les antibiotiques connus**—ces bactéries se répandent au Canada.

La mise en place d'un véritable système canadien intégré de surveillance est la mesure la plus efficace que le gouvernement pourrait prendre pour éviter que la situation ne se dégrade.

La compréhension de l'incidence de la RAM à l'échelle du Canada et dans les profils de résistance régionaux permettra aux fournisseurs de soins de santé de mieux comprendre l'envergure nationale de la RAM. Par exemple, le *Candida auris* multirésistant est un champignon qui n'a pas de manifestation « typique » et qui est à l'origine d'infections invasives et d'épidémies dans les milieux de soins de santé dans le monde entier. Sa méconnaissance peut donner lieu à des transmissions non identifiées et à des épidémies dans les milieux de soins de santé. Il semble également que sa transmission de patient à patient est plus susceptible de se produire dans les milieux de soins de santé (contrairement aux autres *Candida*). Une surveillance améliorée permettrait le dépistage précoce des profils de résistance régionaux ce qui aiderait à la compréhension des facteurs de risque et soutiendrait l'élaboration de stratégies de prévention et d'atténuation des risques. Une avancée de cet ordre réduirait considérablement la pression exercée sur le système de soins de santé et, surtout, sauverait des vies.

PREUVES SOLIDES DE L'EFFICACITÉ DE LA SURVEILLANCE

Aux États-Unis, Le réseau National Healthcare Safety Network, qui fournit les données nécessaires au traitement et à la prévention des infections nosocomiales à plus de 17 000 établissements de soins de santé indique qu'il y a eu une diminution drastique du nombre d'infections.

Entre 2008 et 2014 une **baisse de 50 %** des infections liées aux cathéters intravasculaires centraux a été observée, ainsi qu'une baisse de 8 % des infections causées par la bactérie *C. difficile* en milieu hospitalier et de 13 % de celles causées par SARM entre 2011 et 2014. (Centers for Disease Control and Prevention: <https://www.cdc.gov/hai/surveillance/index.html>)

Le SCSRA était au centre des recommandations sur la surveillance du Comité permanent de la santé. Toutefois, de l'avis d'éminents professionnels de la prévention des infections, le Programme canadien de surveillance des infections nosocomiales (PCSIN) peut fournir des données encore meilleures. Le PCSIN est le fruit d'une collaboration entre le Comité canadien d'épidémiologistes hospitaliers, sous-comité de l'Association pour la microbiologie médicale et l'infectiologie (AMMI) Canada, et le Centre de la lutte contre les maladies transmissibles et les infections (CCMTI) de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC).

Le PCSIN a pour objectifs de faire connaître les taux et les tendances des infections associées aux soins de santé dans les établissements de santé canadiens, ce qui permet la comparaison des taux (références), et de fournir des données qui puissent être utilisées pour l'élaboration de lignes directrices nationales et de mener des initiatives d'amélioration des pratiques. Le PCSIN recueille des données qui sont considérées comme hautement fiables mais ne couvre qu'une très petite partie des nombreux établissements de soins de santé au Canada; la plupart des hôpitaux et tous les établissements de soins de longue durée ne sont pas actuellement en mesure de participer à la surveillance du PCSIN. Le PCSIN ne dispose pas de l'appui en ressources humaines et de l'infrastructure technique nécessaires pour atteindre son plein potentiel, mais le gouvernement a la possibilité d'y remédier dans le budget de 2019.

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Suite au rapport déposé par le Comité permanent de la santé, l'honorable Ginette Petitpas Taylor, ministre de la Santé, et l'honorable Lawrence MacAulay, ministre de l'Agriculture, ont communiqué la réponse du gouvernement. Le gouvernement est en accord avec les recommandations faites par le comité pour :

- Accélérer l'élaboration du Plan d'action pancanadien, avec le Plan d'action pour inclure des objectifs concrets et des échéanciers;

- Élargir les pratiques exemplaires actuelles en matière d'intendance de la résistance des antimicrobiens à l'échelle nationale;
- Étendre le Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens afin d'y intégrer les données des systèmes de surveillance existants et d'accroître ces données.

Le gouvernement reconnaît que :

« Les infections résistantes aux antimicrobiens sont de plus en plus fréquentes et difficiles à traiter⁸. »

Et que :

« Des mesures coordonnées et soutenues sont nécessaires pour préserver l'efficacité des antimicrobiens sur lesquels nous comptons pour traiter les maladies infectieuses⁹. »

PCI CANADA RECOMMANDE

Prévention et contrôle des infections Canada recommande que le gouvernement fédéral accorde un financement de 12 millions de dollars en vue d'intégrer et d'étendre les systèmes canadiens de surveillance nationale de la résistance aux antimicrobiens au cours des cinq prochaines années.

Un investissement initial de 6 millions de dollars au cours de la première année faciliterait le travail nécessaire dans l'intégration de systèmes, l'harmonisation de données et les partenariats entre le SCSRA et le Programme canadien de surveillance des infections nosocomiales. Ce financement établira également des soutiens aux hôpitaux et autres établissement de soins qui ne sont pas actuellement impliqués dans la collecte de données. Un engagement de 1,5 million de dollars au cours de chacune des quatre années suivantes faciliterait les travaux d'entretien nécessaires et la formation continue à l'intention des professionnels de la santé qui utilisent le réseau de surveillance.

⁸ L. MacAulay, (P.C., M.P.) et G. Petitpas Taylor, (P.C., M.P.), *Lettre à M. Bill Casey, président du Comité permanent de la santé de la Chambre des communes, sans date*, publiée le 18 juillet 2018, http://www.ourcommons.ca/content/Committee/421/HESA/GovResponse/RP10003524/421_HESA_Rpt16_GR/42_1_HESA_Rpt16_GR-f.pdf.

⁹ *Ibid.*

